31 Janvier 2013

Solidaires finances

Service Public, Changeons de cap VRAIMENT !

Solidaires Finances Publiques

Solidaires Douanes

Solidaires CCRF & SCL

Solidaires Sud INSEE

Sud Centrale Solidaires finances

Solidaires I.D.D.

Non, les fonctionnaires, les services publics, la fonction publique ne sont pas responsables de la crise. Ils sont au service de l'intérêt général et refusent d'être la variable d'ajustement de politiques qui lui tournent le dos.

La réponse à la crise ne peut pas passer par moins de fonctionnaires sauf à méconnaître l'intérêt général ou à vouloir rompre idéologiquement avec le principe républicain d'égalité de traitement des citoyens.

Moins de fonctionnaires, moins de services publics, cela ne signifie pas moins de déficit mais plus d'inégalités. Ce n'est pas plus d'efficacité économique, c'est moins d'utilité sociale. C'est un accroissement des inégalités sociales.

Les politiques d'austérité menées et leurs suppressions d'emplois, leurs suppressions d'implantations, leurs restructurations/déstructurations, leurs simplifications, … ont pour conséquence une dégradation des conditions de travail des agents et de la qualité du service rendu aux usagers et citoyens, à la collectivité.

Face à ce déni de leur utilité et des moyens nécessaires pour exercer leurs missions, les fonctionnaires ne restent pas sans réagir.

Des mobilisations ont eu lieu dans différents secteurs notamment au Ministère des Finances.

Des actions ont été conduites à la DGCCRF et, plus récemment, des journées de grève ont eu lieu à la DGFiP le 27 novembre et à la Douane le 6 décembre qui ont permis de mesurer que les agents de ces directions n'acceptaient plus ces politiques.

Pour Solidaires Finances, les missions exercées par les agents de Bercy sont bien des missions prioritaires en période de crise et pour lutter contre le chômage et le maintien de la cohésion sociale.

La Fédération a dénoncé en son temps le budget 2013 qui confirme cette stigmatisation et ce recul de l'action publique et qui se traduit notamment par :

- 2 353 nouvelles suppressions d' emplois aux Finances,
- l'abandon de certaines tâches voire de missions, le développement d'une interministérialité inéfficiente,
- le gel des salaires pour la 3ème année consécutive,
- la diminution des plans de qualification et donc des promotions,
- le maintien de l'existence du jour de carence pour les fonctionnaires.

.../...

Se taire, ne rien faire, c'est accepter de continuer de subir, c'est légitimer le discours de ceux qui stigmatisent les fonctionnaires et la Fonction Publique. C'est accepter de considérer que le collectif pèse sur l'individu et est un frein pour lui à l'heure où 15% de la population active est au chômage.

Si pour certains, défendre ses « acquis sociaux », c'est ringard, défendre le service public, l'intérêt général et les conquêtes sociales, ce n'est pas rétrograde !

Cette première journée de convergence des mobilisations au sein de la fonction publique le 31 janvier 2013 s'inscrit pleinement dans cette volonté de réaffirmer la nécessité et l'importance de tous les services publics d'État, hospitaliers et territoriaux et leur caractère prioritaire dans l'intérêt de toutes et de tous.

Solidaires Finances appelle l'ensemble des agents du Ministère à se faire entendre, à être acteur de leur avenir en participant activement à la journée de grève du 31 janvier et à ses manifestations.

Ensemble, ne lâchons rien.

Agissons pour :

- l'arrêt des suppressions d'emplois,

- des moyens pour exercer les missions,

- la revalorisation du point d'indice, et l'augmentation des salaires,

- des plans de qualification, juste reconnaissance des efforts demandés aux agents (8ème échelon, ...),

- l'abrogation du jour de carence.

Le 31 janvier dites votre colère.

Solidaires finances

ces, BOITE 29 - 80 rue de Montreuil- 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44 Fax 01.43.48.96.16 -